

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Sages-femmes : des avancées pour les femmes, mais un rôle toujours fragilisé

L'Organisation Nationale Syndicale des Sages-femmes (ONSSF) prend acte de la Loi de Financement de la Sécurité Sociale pour 2026 (LFSS), telle que publiée ce jour au [Journal Officiel](#).

Si le texte apporte quelques avancées pour la santé des femmes, il fragilise la représentation et le rôle des sages-femmes dans l'organisation de leur exercice.

Mesures en faveur de la santé des femmes

L'ONSSF salue plusieurs mesures en faveur de la santé des femmes : la consultation longue ménopause (45-65 ans), prise en charge par l'Assurance maladie pour repérer les facteurs de risque ; le congé supplémentaire de naissance, qui protège les mères et favorise un post-partum serein ; et la possibilité pour les sages-femmes libérales d'organiser l'activité de vaccination et de s'approvisionner en vaccins, renforçant leur rôle dans la prévention et le suivi.

Dialogue conventionnel menacé

Malgré les alertes de l'ONSSF auprès des parlementaires, cette disposition a été adoptée : la négociation de l'accord conventionnel interprofessionnel des maisons de santé pluriprofessionnelles est désormais réservée aux seules organisations représentatives des structures, affaiblissant la représentation directe des syndicats et le dialogue conventionnel.

Contraintes numériques et encadrement des arrêts de travail – DMP déclaré non conforme

La LFSS 2026 encadre désormais les arrêts de travail par des plafonds légaux de durée, sans tenir compte du champ légal spécifique des sages-femmes, limité à la grossesse et à quelques jours post-IVG. L'article relatif au Dossier Médical Partagé (DMP) a été déclaré non conforme par le Conseil constitutionnel, ce qui allège les contraintes pour les sages-femmes dont les logiciels métiers ne permettent pas une alimentation simple et efficace, tout en maintenant l'objectif de suivi numérique.

Ces mesures pèsent sur l'activité, restreignent l'autonomie et fragilisent la gestion quotidienne, sans moyens techniques, humains ou financiers clairement identifiés.

« La LFSS 2026 apporte quelques avancées pour les femmes, mais il reste largement insuffisant. Des réformes structurelles sont nécessaires pour inscrire pleinement la profession de sage-femme dans le champ médical, avec une reconnaissance financière, réglementaire et symbolique équivalente à celle des autres professions. Il est temps que le financement public reflète enfin cette réalité », déclare Caroline COMBOT, présidente de l'ONSSF.